

# Nouveaux défis sécuritaires en Afrique du Nord après le « printemps arabe »

par Laurence Aïda Ammour

## Points-Clés

- En opérant une rupture historique et stratégique avec la stabilité autoritaire antérieure, les soulèvements populaires en Tunisie, en Égypte et en Libye ont réintroduit la dimension sociale des changements de régime et la problématique centre-périphérie à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale.
- Les défis de sécurité à la suite du « printemps arabe » dans la région Afrique du Nord-Sahel se manifestent par deux types de conflictualités : la réactivation de conflits gelés et oubliés, par des communautés récusant les tutelles conventionnelles ; et la criminalisation croissante des zones grises qui remettent en cause l'autorité des États.
- Dans un contexte économique désastreux, les défis de sécurité induits par ces bouleversements politiques et sociaux, en amplifiant et en aiguissant les menaces transnationales préexistantes, brouillent les frontières spatiales et temporelles des transitions et complexifient les processus de stabilisation nationale et régionale.
- L'ouverture d'un nouveau front d'instabilité en Libye encourage la rente criminelle et permet à des acteurs non-étatiques locaux ou non de renforcer leurs capacités et leurs connexions : trafiquants, relais locaux, contrebandiers, milices, loyalistes et galaxie terroriste arabo-africaine.
- L'articulation des crises intérieures et des enjeux stratégiques entraîne une extension du domaine d'insécurité des rives de la Méditerranée à celles du Golfe de Guinée. La résurgence de la problématique centre-périphérie à la faveur du « printemps arabe » reste au cœur des processus transitionnels et de la construction des futurs cadres institutionnels.

Les soulèvements populaires qui ont touché les pays d'Afrique du Nord signent la fin d'un long et rigoureux hiver autocratique ayant précipité la chute de despotes régnant par la coercition, la surveillance des sociétés, la corruption et la prédation des richesses. Le renversement des anciens régimes représente à la fois une rupture historique avec la stabilité autoritaire et une surprise stratégique autant pour les protagonistes que pour les observateurs extérieurs.

En rompant avec les logiques antérieures de gestion politique, économique et sociale, ces révolutions marquent l'avènement d'un ordre nouveau et mettent en exergue l'écart des temporalités et des espaces sociologiques à l'origine des développements suivants :

- une polarisation intergénérationnelle poussant la jeunesse confrontée à l'immobilisme des gouvernants à contester l'autorité et la légitimité d'une classe politique vieillissante ;
- un décalage entre une rhétorique passéiste épuisée (panarabisme, nationalisme, socialisme) et le besoin pour les citoyens de devenir les acteurs de formes d'action collective radicalement différentes de la politique institutionnelle ; et
- un éloignement entre des centres politiques élitaires

extravertis et une périphérie négligée et marginalisée.

Nous assistons ainsi à un changement de paradigme à plusieurs échelles : locale, au sein même des lieux de décision politique où les logiques de pouvoir sont en mutation ; nationale, avec un brouillage des hiérarchies capitales-zones rurales ; sous-régionale, avec l'appropriation de la contestation par les communautés implantées dans les territoires transfrontaliers ; et régionale, avec l'impact des soulèvements sur les pays voisins.

L'accession au pouvoir par les urnes de partis islamistes perçue par les États occidentaux comme un risque pour leurs propres intérêts, signe l'émergence d'une nouvelle ère des relations intra-régionales et internationales, qui exigera une renégociation des rapports entre États du sud et du nord de la Méditerranée.

À la périphérie des territoires nationaux, dans les zones de confins, d'anciennes conflictualités ressurgissent à travers la remobilisation de populations flottantes désireuses de s'insérer dans le processus d'émancipation général. Ces espaces de crises ont longtemps cristallisé les luttes d'influence et les projections des États nord-africains sur leurs suds respectifs ou sur ceux de leurs voisins, reproduisant

ainsi les inégalités traditionnelles des relations Nord-Sud.

Dans un contexte géopolitique où la distance géographique et politique avec les capitales est une constante historique, les zones transfrontalières ont toujours été tiraillées entre une logique saharienne encouragée par la Libye et une logique arabe, méditerranéenne ou africaine envisagée par d'autres.

Aujourd'hui, le nouveau front d'instabilité lié à la crise libyenne a des répercussions régionales que les forces d'intervention étrangères n'avaient pas prévues.<sup>1</sup> La réactivation de plusieurs foyers de conflictualité dans ces espaces de transition, fruit de la rupture des équilibres géostratégiques, a deux effets majeurs : elle permet d'une part aux communautés concernées de remettre en cause les cadres idéologiques dans lesquels elles ont été enfermées ; elle élargi d'autre part la zone d'insécurité à l'ensemble de l'Afrique du Nord et du Sahel (et jusqu'en Afrique de l'Ouest), où prospèrent activités criminelles et terroristes.

### 2 Multiples foyers de tension

Les Touaregs ont été parmi les premiers à être l'objet des logiques concurrentes des pays maghrébins et sub-sahariens. Leur soulèvement initié au Mali en janvier 2012 se distingue des précédentes rébellions par son intensité, son emprise territoriale, sa composition, et les moyens humains (environ un millier de combattants) et matériels (armes libyennes) à sa disposition. C'est en octobre 2011 que plusieurs factions politiques incluant de nombreux Touaregs de Libye, fusionnent pour créer le Mouvement national pour la libération de l'Azaouad (MNLA), dont l'objectif est double : l'autodétermination de la région et l'élimination des trafiquants de drogue et des combattants d'Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI).

Le MNLA soutenu par le général Ali Kanna, ex-responsable du contingent touareg de l'armée libyenne de Mouammar Kadhafi, est traversé par des luttes internes de leadership entre d'un côté les Ifoghas et Chamanamasse, de l'autre les Imghad commandés par le colonel El Hadj Gamou qui avait organisé la cérémonie de retour des réfugiés touaregs de Libye. À partir du 17 janvier 2012, des zones frontalières vitales et un nombre croissant d'entités administratives sont prises par les rebelles. Entre le 18 et le 26 janvier les assauts sur les villes de Ménaka, Kidal, Léré, Anderamboukane et Aguélohok voient les combats s'intensifier avec l'armée régulière. Les exécutions sommaires dans cette dernière ville de près d'une centaine de militaires maliens sont attribuées au groupe *Ansar al-Din*, une aile islamiste dirigée par Iyad Ag Ghaly (parent de l'émir Abdelkrim Targui).

Le 8 février 2012, Tinzaouatine, à la frontière algérienne, passe aux mains des rebelles, confirmant ainsi l'enserrement progressif de la ville de Kidal, plus au sud, où l'armée malienne vit en état de siège. Sachant pouvoir compter sur leurs capacités matérielles et opérationnelles, certaines factions touaregs ont rejeté l'appel au dialogue

1 Rapport de la mission d'évaluation des incidences de la crise libyenne sur la région du Sahel (7-23 décembre 2001), Conseil de sécurité de l'ONU, S/2012/42, 18 janvier 2012.

du président malien. Une sortie de crise honorable pour toutes les parties sera cruciale pour la stabilité du Mali (et le prochain scrutin) et son intégrité territoriale.

L'endigement du conflit du Sahara occidental dans des limites qui excluent un retour à la guerre et à l'embrasement du Maghreb, en a fait un conflit gelé. Le Polisario, toujours plus illégitime, est l'objet d'une contestation croissante de la jeunesse sahraouie dans les camps de Tindouf en Algérie. Après la défection et le retour d'un grand nombre de notables sahraouis au Maroc et dans le nord de la Mauritanie, une scission interne en 2004 lui a ôté le monopole de représentativité. La raison principale de la dissidence tient à la question des droits et des conditions de vie des réfugiés, instrumentalisée par les dirigeants.<sup>2</sup>

L'enjeu politique que représente le territoire du Sahara occidental est aggravé par un enjeu sécuritaire lié à la participation de membres de l'organisation dans le trafic d'armes, de drogue et les enlèvements, et au fait que les camps du Polisario sont devenus des lieux de recrutement pour AQMI. En témoignent l'arrestation au Mali et en Mauritanie en décembre 2010 de plusieurs cadres dirigeants du Polisario impliqués dans l'un des plus gros réseaux de trafic de drogue ; le démantèlement un mois plus tard d'une cellule terroriste de 27 personnes et de caches d'armes de fabrication russe par les services de sécurité marocains près de Amghala, dans la « zone-tampon » ; et l'enlèvement de trois humanitaires à Rabouni (Tindouf) en décembre 2011, qui suggère des complicités internes au camp.

Sur un autre versant, l'abcès de fixation du Sinaï met en lumière le potentiel centrifuge du « printemps arabe ». Les Bédouins de la péninsule désertique du Sinaï ne se sont jamais sentis Égyptiens. Dans les années 1990, la tribu des *Tarabin* qui essaime jusqu'à Gaza et dans le Néguev israélien, est devenue le pilier du commerce des êtres humains. Pour les Bédouins, l'Égypte a toujours été considérée comme une puissance coloniale qui pille leurs ressources. Aussi, la région a-t-elle connu l'enchaînement de la violence contre les symboles de l'État et de la répression classique de ce type de conflits.

Depuis la chute du *Raïs*, l'Égypte connaît une expansion des activités criminelles et des réseaux terroristes adeptes de la doctrine salafiste.<sup>3</sup> L'une des victimes de la déroute du Caire a été le gazoduc acheminant le gaz égyptien vers Israël et la Jordanie qui a subi cinq sabotages en six mois, réduisant l'approvisionnement de 80%.

Les attentats perpétrés en août 2011 qui ont fait 8 morts dans le sud d'Israël ont montré que l'Égypte ne contrôle plus cette portion de son territoire. Le 31 janvier 2012, le groupe *Al Tawhid wal Jihad* a pris en otage 25 travailleurs chinois dans une usine de ciment en échange de la libération de cinq des accusés des attentats contre des sites touristiques entre 2004 et 2006. Début février 2012,

2 L. Aïda Ammour, « À qui profite le gel du conflit du Sahara occidental ? » (*The Frozen Conflict of Western Sahara: Who Benefits?*), Research Paper No. 30, NATO Defense College, Rome, novembre 2006.

3 Le 20 décembre 2011, Ayman al Zawahiri annonçait la création du groupe *Ansar al Jihad* chargé de s'attaquer aux militaires égyptiens.

19 policiers ont été enlevés après la mort d'un bédouin dans un échange de tirs avec la police. Le 3 février, c'est au tour de deux touristes américaines et leur guide égyptien d'être enlevés sur la route du monastère de Sainte-Catherine. Enfin, avec le commerce des armes provenant des arsenaux libyens, les anciennes roquettes Qassam de fabrication locale ont été remplacées par des armements plus sophistiqués qui entrent aisément en Égypte, traversent le Sinaï et finissent aux mains du Hamas dans la bande de Gaza.<sup>4</sup>

Tout comme les Berbères libyens longtemps opprimés sous le régime Kadhafi, les Toubous (estimés à 800 000) veulent profiter de la nouvelle donne pour obtenir une reconnaissance de leur langue, de leurs droits et de leur poids politique par une représentation dans l'un des trois ministères clés que sont le pétrole, les affaires étrangères ou l'intérieur, et par la réunification du sud libyen en une seule grande région qui serait administrée par des responsables locaux. Pratiquant une politique ambivalente à leur égard, Kadhafi leur avait confié la gestion des marges et des frontières en échange du monopole des trafics et de la contrebande transfrontalières. Proches des champs pétroliers et des gisements aquifères, les Toubous ont attendu que le régime soit suffisamment affaibli pour rejoindre ouvertement la rébellion. À cheval sur le sud de la Libye, le nord du Tchad et l'est du Niger, autour du massif du Tibesti qui constitue leur berceau historique, les Toubous entendent négocier leur position stratégique.

### Rente criminelle et crise libyenne

Faute d'État et d'alternatives économiques, notamment pour les jeunes, les régions sub-sahariennes sont devenues au fil des sécheresses des zones de non-droit où prospèrent tous les trafics : cocaïne latino-américaine en transit pour l'Europe, trafic d'armes, d'essence, de cigarettes et de biens de consommation pour tirer parti des différences de prix aux frontières ; trafic de véhicules volés en Europe revendus dans tous les pays côtiers ; trafic de travailleurs migrants clandestins en route vers les pays du Golfe et l'Europe. Les trafiquants, ravisseurs ou passeurs, ont intégré la criminalisation de leurs actions. La frontière entre terrorisme et pratiques criminelles est en conséquence de plus en plus mince car ces activités s'adossent désormais les unes aux autres : la collaboration entre trafiquants de drogue et membres d'AQMI porte sur le prélèvement de taxes illégales sur les convois. C'est pourquoi l'on assiste à une recrudescence des enlèvements souvent perpétrés par des relais locaux au service des émirs d'AQMI, attirés par les gains financiers immédiats.

La guerre en Libye a également fait refluer des armes en grand nombre en Afrique du Nord comme au Sahel. La prolifération d'armes lourdes conjuguée à la porosité des frontières introduisent une menace nouvelle pour la Libye<sup>5</sup> et pour l'ensemble de la région (voir tableau). Les nombreux arsenaux sans surveillance sont accessibles à toutes sortes d'affairistes : fusils d'assaut Kalachnikov, roquettes, mines, obus, armements chimiques, missiles sol-air Sam-

7 dont la Libye possède 20 000 unités, et missiles SA-24 russes issus de la dernière génération de missiles aériens capables d'abattre des avions de chasse.<sup>6</sup>

Ces arsenaux ont aussi profité à une partie des factions rebelles qui ne reconnaissent pas l'autorité du CNT. L'implication de miliciens dans la généralisation de la torture et les exactions contre certaines populations est un signe inquiétant de la tournure que prend la Libye révolutionnaire.<sup>7</sup> Les affrontements armés entre milices rivales à Bani Walid fin janvier 2012 confirment que la violence se banalise et que se profile un scénario à l'irakienne. Au moment de la progression de la rébellion vers la Tripolitaine, nombre de fidèles de Kadhafi lourdement armés, ainsi que ses enfants dotés d'un butin de guerre conséquent, ont trouvé refuge dans les pays de la sous-région. La présence de ces personnages reste un défi pour les États car une jonction entre loyalistes et caciques de l'ancien régime pourrait à terme compromettre le processus déjà difficile de stabilisation et de réconciliation et offrir aux dissidents la possibilité d'étendre leurs activités au-delà des frontières libyennes.

**« La guerre en Libye a fait refluer des armes en grand nombre en Afrique du Nord comme au Sahel »**

### La montée en puissance des réseaux terroristes

Le « printemps arabe » a également permis aux groupes terroristes locaux de gagner en influence idéologique et en force matérielle, et à Al Qaida d'envisager son repositionnement sur le continent. L'affaiblissement du flanc sécuritaire libyen et les déboires d'Al Qaida en Asie sont deux facteurs propices à une nouvelle centralité du Maghreb, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, d'une part par l'extension continentale du jihadisme, d'autre part par une relocalisation de réseaux d'Al Qaida en Afrique.



### L'extension continentale du jihadisme

Sans avoir pour l'heure la capacité de synchroniser ses attaques hors des périmètres d'action propre à chaque groupe, la galaxie terroriste serait en extension vers l'Est et l'Ouest de l'Afrique, sous forme de connexions entre AQMI au Sahel, *Boko Haram* au Nigeria et *Al Shabaab* en Somalie.<sup>8</sup>

4 M. Sabry, « Arms Smuggling Explodes across Egypt-Libya Border », *Mc Clatchy Washington Bureau*, 8 septembre 2011.

5 Selon *The International Action Network on Small Arms* (IANSA), 125 000 civils libyens seraient armés.

6 A. Sanders, *Unsecured Libyan Weapons: Regional Impact and Possible Threats*, Civil-Military Fusion Centre, janvier 2012.

7 Un ancien diplomate libyen est décédé sous la torture début février, au moins 12 personnes détenues par les milices ont trouvé la mort entre septembre 2011 et février 2012, et les corps de 65 personnes ont été retrouvés en octobre 2011 dans un hôtel de Syrte servant de base aux combattants de Misrata. Voir le rapport de Amnesty International, *Militias Threaten Hopes for New Libya*, février 2012.

8 T. Shanker et E. Schmitt, « Three Terrorist Groups in Africa Pose Threat to US, American Commander Says », *The New York Times*, 14 septembre 2011.

En 2006, des membres de *Boko Haram* avaient été formés en Algérie dans les rangs d'AQMI par l'Algérien Khaled Bernaoui. De même, le cerveau de l'attentat contre le bureau des Nations unies à Abuja en août 2011, Mamman Nour, a été entraîné chez les *Shabaab* de Somalie qui viennent de prêter allégeance à Ayman Al Zawahiri. Le 2 octobre 2010, *Boko Haram* appelant les Nigériens au djihad faisait état du soutien d'AQMI, et début février 2012 sept de ses militants en route pour le Mali étaient arrêtés au Niger en possession de coordonnées de membres d'AQMI.

Par ailleurs, l'Union africaine atteste que *Boko Haram* étend ses activités jusqu'en Afrique centrale, par l'intermédiaire de mercenaires tchadiens entraînés dans les camps maliens d'AQMI et craint la contagion de l'islamisme radical au nord-Cameroun et au Tchad.

AQMI n'a pas prêté allégeance au numéro un d'Al Qaida car elle est traversée par des luttes de leadership entre émirs sahéliens. Le communiqué de Mokhtar Belmokhtar le 11 novembre 2011, déclarant avoir acquis des armes libyennes, est à interpréter à l'aune de sa rivalité avec Abdelhamid Abou Zeyid. Il visait non seulement à proclamer le renforcement de ses capacités militaires, mais aussi à démontrer à son adversaire sa supériorité opérationnelle.

#### Une relocalisation de réseaux d'Al Qaida en Afrique

Al Qaida cherche à exploiter les vulnérabilités des États nord-africains et sahéliens. Les pertes enregistrées depuis le printemps 2011<sup>9</sup> l'ont affaibli et ont entraîné l'effritement progressif du front asiatique du djihad. Le « printemps arabe » a constitué un revers puisqu'il a démontré que le changement pouvait se faire en son absence. Pour sa survie et pour conserver sa pertinence, l'organisation a maintenant besoin d'une visibilité nouvelle et accrue. C'est pourquoi elle vise à devenir partie intégrante des bouleversements en cours. Le transfert vers la Libye de certaines de ses figures importantes atteste un rebasculé du front du djihad vers le Maghreb et le Sahel, et probablement à terme vers l'Afrique de l'Ouest dans le cadre d'une jonction arabo-africaine des groupes locaux.<sup>10</sup>

9 Ben Laden en mai 2011 à Habottabad, Abou Hafz al-Shahri en septembre 2011 au Waziristan, Badar Mansour au Pakistan le 8 février 2012 et Tariq al Dahab au Yémen le 20 février 2012.

10 Il s'agit d'un militant auparavant détenu en Grande-Bretagne, envoyé en mai en Libye par Al Zawahiri, qui aurait déjà recruté 200 hommes dans l'Est du pays. Un autre militant a été arrêté dans la région entre le Pakistan et l'Afghanistan alors qu'il tentait de rejoindre la Libye. Voir J. Burke, « Al Qaida Leadership Almost Wiped Out in Pakistan, British Officials Believe », *The Guardian*, 25 décembre 2011.

#### Conclusions

La crise libyenne a ouvert un large champ aux vocations déstabilisatrices dont l'agenda est de profiter du vide sécuritaire et institutionnel. La naissance du *Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest* qui a revendiqué l'enlèvement des trois humanitaires européens dans le camp de Rabouni, témoigne de la diversification des cellules actives dans la région. La fuite d'extrémistes islamistes des prisons égyptiennes et la libération d'islamistes libyens laissent présager une recomposition de mouvements radicaux cherchant à peser sur les configurations politiques à venir.

Compte tenu de l'articulation des crises intérieures et des enjeux stratégiques, la problématique centre-périphérie sera au cœur des évolutions futures, en Libye comme dans les autres pays. Comme le soulignent Pack et Barfi,

« La Libye n'est pas préparée au choc que la périphérie peut infliger au centre. Quarante-deux ans de régime Kadhafi ont privé le pays de toute institution de médiation... Le centre a besoin de connexions au niveau local et de robustes institutions pour les mettre en place... Refonder le lien entre périphérie et centre est devenu la priorité numéro un ».<sup>11</sup> C'est précisément ce qui semble se dessiner si l'on en croit la formation récente d'une coalition regroupant plus de 40 partis et plus de 200 organisations de la société civile dans laquelle sont représentés les Amazigh, les Touabous et les Touaregs en vue de l'élection d'une assemblée constituante en juin 2012.

Enfin, au niveau régional, l'extension des domaines de vulnérabilités et la multiplication des foyers de tension et d'instabilité des rives de la Méditerranée à celles du Golfe de Guinée, soit par la contestation politique, soit par l'intensification des activités criminelles et le renforcement des réseaux terroristes, s'inscrivent dans la problématique des défis du « printemps arabe ». À l'accumulation de menaces toujours plus protéiformes s'ajoute la fragilité des économies, facteur de détérioration de la situation sécuritaire et de prolongation *sine die* des transitions politiques.

Mars 2012

11 J. Pack et B. Barfi, « In War's Wake: The Struggle for Post-Qadhafi Libya », *Policy Focus* No.118, février 2012, The Washington Institute for Near East Policy.



**Tableau : Incidents liés à la prolifération d'armes issues des arsenaux libyens**

Date	Lieu	Incident
12/06/11	Frontière nigéro-libyenne	640 kg d'explosifs et détonateurs saisis
26/08/11	Porte-parole du département d'Etat américain	Localisation de certains lieux de stockage d'armements chimiques dont du <i>Yellowcake</i>
18/09/11	Libye	Disparition de 500 missiles à tête chercheuse capables d'abattre un avion à une altitude de 11 000 pieds au cours du pillage d'un arsenal
21/09/11	Tunisie Bir Znigra, à 20 km de la frontière algérienne	Affrontements entre l'armée tunisienne et un groupe armé non identifié
22/09/11	Libye, Joufra	Découverte par les rebelles d'arsenaux d'armements chimiques
06/11/11	Frontière nigéro-libyenne	Les forces de sécurité nigériennes détruisent un convoi d'armement venant de Libye. Les hommes armés impliqués sont en majorité des Touareg maliens venus de Libye en route pour le Niger
11/12/11	Tripoli	Sur 20 000 missiles anti-aériens portables ( <i>Man-Portable Air Defense System</i> ou <i>MANPADS</i> ), 5 000 ont été détruits par des équipes de sous-traitants
09/02/12	Tunisie Bir Ali près de Sfax	Accrochage entre militaires tunisiens et membres d'un réseau de trafic d'armes (20 personnes impliquées)
20/02/12	Algérie In Amenas à 50 km de la frontière libyenne	Découverte par l'armée algérienne d'une cache de missiles libyens enterrés dans le désert : 15 missiles SA-24, 28 missiles SA-7 et des munitions
21/02/12	Tunisie poste-frontière de Ras Jedir	Les douaniers tunisiens saisissent deux camions venant de Libye transportant 80 tonnes de nitrate d'ammonium
22/02/12	Tunisie	Démantèlement d'une cellule liée à Al Qaida qui projetait l'instauration d'un émirat islamique en Tunisie : 12 personnes arrêtées
22/02/12	Algérie	Les services de sécurité algériens recherchent trois libyens pour leur appartenance à AQMI ayant pénétré en armes sur le territoire algérien

5

NB : Cet article n'exprime que les opinions de son auteur et ne reflète pas nécessairement la position officielle du GCSP.

### A propos de l'auteur

Laurence Aida Ammour est Chercheure associée à *Les Afriques dans le Monde* à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux, et Consultante en sécurité internationale pour Géopolisudconsultance.

### A propos du projet « *The Changing Trajectories of Violence in the Middle East and North Africa* »

Mené sous l'égide du Programme sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord du Centre de Politique de Sécurité de Genève, le projet « *The Changing Trajectories of Violence in the Middle East and North Africa* » propose un examen stratégique des manifestations de la violence politique contemporaine dans cette région. Dans le double contexte de l'après-11 septembre et l'après « printemps arabe », il aborde notamment l'état des lieux des menaces terroristes, du repositionnement des acteurs non-étatiques transnationaux et de la mutation des conflictualités.

Les *GCSP Policy Papers* sont disponibles sur [www.gcsp.ch](http://www.gcsp.ch)

Le Centre de politique de sécurité, Genève (GCSP) est un centre de formation international dédié aux questions de sécurité. Fondation internationale comptant plus de 40 Etats membres, le centre offre des cours pour des décideurs d'administrations nationales et du secteur privé et associatif. Par la recherche et l'organisation de conférences, le GCSP favorise la réflexion et le dialogue sur les grands thèmes de sécurité internationale.